



La dette publique pour celles et ceux qui ne se contentent pas de Cnews ou BFMTV

5-1

On entend souvent dire que les services publics français coûtent « un pognon de dingue » pour un résultat médiocre, et que notre dépense publique serait hors de contrôle. La France, martèle-t-on, aurait « trop de dépenses et trop d'impôts » ; elle ferait figure de mauvaise élève absolue, en Europe voire dans le monde. Ces affirmations, ressassées à longueur de journée, alimentent un récit toxique : celui d'un État dispendieux et mal géré, miné par le gaspillage et l'oisiveté de ses agents, dont il faudrait réduire drastiquement la voilure. C'est la grande illusion de la gabegie française : un mythe bien utile pour justifier des coupes budgétaires et des privatisations, alors que nos difficultés actuelles viennent en réalité d'ailleurs.

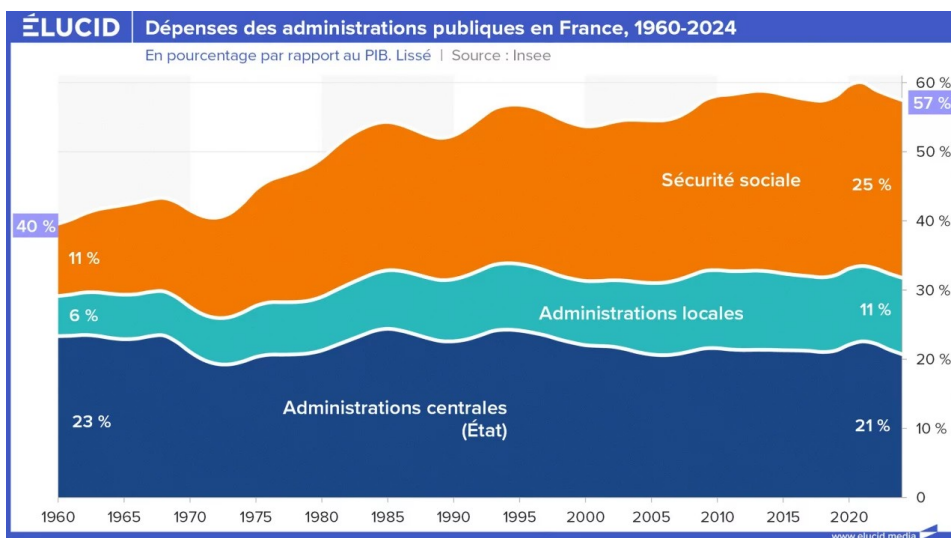
Idée reçue n° 2 : « Les services publics nous coûtent un pognon de dingue et sont pourtant très mal gérés » (1/2)

Il est vrai que nombre de services publics sont aujourd'hui en déliquescence – hôpitaux saturés, écoles sans professeurs, tribunaux engorgés... Chacun peut en constater les effets au quotidien. Et ces dysfonctionnements ne produiront leurs conséquences les plus graves que dans quelques années (baisse de la productivité, affaiblissement du lien social, recul de l'espérance de vie en bonne santé...). **Dans le même temps, les impôts en France figurent parmi les plus élevés du monde.** La conclusion semble couler de source pour beaucoup : « on paie toujours plus pour avoir toujours moins ». Dès lors, il y aurait forcément une mauvaise gestion de l'État : une Fonction publique trop chère et inefficace qui organiserait une gabegie où l'on paie trop d'impôts pour un service dégradé. Certains s'étonnent même, alors que les emplois publics sont si prétendument « privilégiés », qu'on ait autant de mal à recruter des enseignants ou des infirmières pour remplacer les départs à la retraite...

Selon cette logique simpliste, la solution serait de tout confier au secteur privé – comme si le privé gérait toujours tout mieux. Pourtant, l'expérience contredit radicalement ce dogme. Il suffit de regarder la couverture du réseau mobile dans les campagnes, délaissées car peu rentables pour les opérateurs privés, ou de se souvenir du scandale des cabinets de conseil McKinsey grassement rémunérés par l'État pour des résultats plus que discutables. Le raisonnement manichéen « public = gabegie, privé = efficacité » est faux, même s'il est complaisamment relayé par des médias détenus par de grandes fortunes privées.

En réalité, si nos services publics se dégradent, ce n'est pas par mauvaise gestion – c'est par manque de moyens financiers, conséquence directe de choix politiques. Par exemple, dans les années 1960, quand il y avait 4 cotisants pour 1 retraité (et des retraités qui vivaient moins longtemps), le total des pensions restait modéré. Avec le vieillissement, la part des dépenses de protection sociale a explosé et les impôts ont continué d'augmenter. À partir des années 1980, les gouvernements ont cherché à freiner cette hausse des impôts pour des raisons électorales, tout en contenant l'évolution des autres dépenses publiques. Le « gâteau » des recettes fiscales a cessé de grandir aussi vite que les besoins de protection sociale, et il a fallu réduire la part allouée aux autres missions de l'État.

Pire, pour satisfaire les besoins de leur électorat (de plus en plus âgé) sans augmenter les impôts, les dirigeants néolibéraux ont financé une partie des dépenses à crédit, creusant ainsi la dette publique. **Depuis 1960, la hausse des dépenses publiques provient presque entièrement de l'explosion des dépenses de Sécurité sociale. Les dépenses des administrations centrales et locales, elles, ont très peu évolué depuis 1960 ; elles restent aujourd'hui proches de leur niveau du milieu des années 1980.**

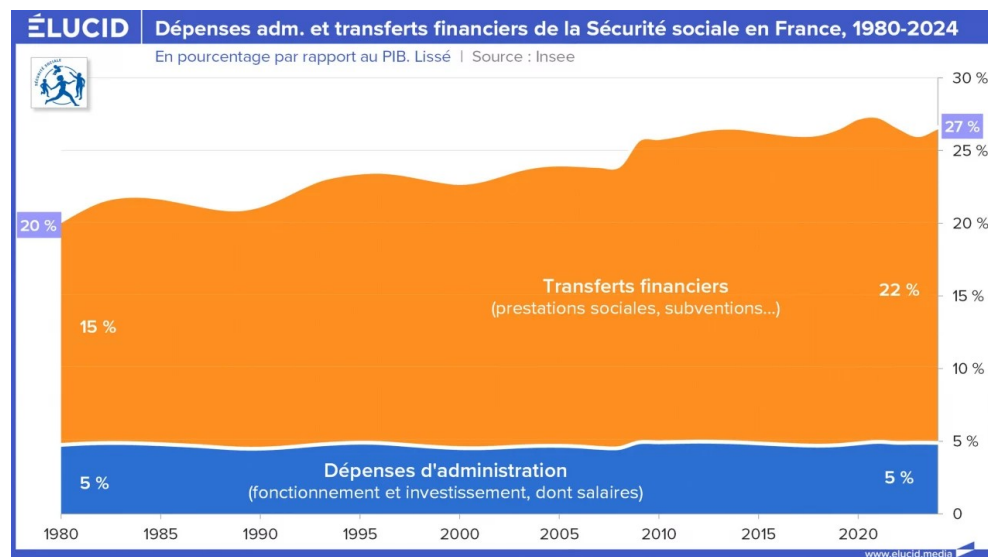


Mais pour bien comprendre la situation déplorable des services publics, il faut distinguer deux grands types de dépenses publiques :

1. Les transferts financiers, qui correspondent à une simple redistribution immédiate des impôts récoltés. Ce sont, en quelque sorte, des « chèques » versés par les administrations sans contrepartie directe : pensions de retraite, remboursements de soins, indemnités de chômage, allocations logement ou énergie, subventions aux entreprises, etc. ;
2. Les dépenses d'administration, qui correspondent à des dépenses de fonctionnement des services publics (rémunération des fonctionnaires, achats de matériel...) et à l'investissement public (construction de routes, d'hôpitaux, d'écoles...). C'est généralement à ces dépenses d'administration – parfois qualifiées de « dépenses bureaucratiques » – que les citoyens pensent quand ils évoquent « les dépenses publiques », « l'administration » ou la « bureaucratie ».

Au final, au niveau de l'ensemble des administrations publiques, il apparaît que les dépenses d'administration sont restées parfaitement stables depuis un demi-siècle : en 2024, elles représentaient 23 % du PIB — exactement le même niveau qu'en 1975. Autrement dit, le « train de vie » de l'État et des collectivités n'a pas explosé. Ce qui a explosé, ce sont les transferts sociaux, qui – eux – retournent en grande partie dans la poche des citoyens contribuables (retraités, malades, familles, chômeurs, etc.). S'indigner du montant des impôts sans faire la part des choses n'a donc pas grand sens, vu qu'une immense partie de nos impôts correspond à de simples transferts financiers. L'argent collecté est en réalité reversé aux contribuables – pas toujours les mêmes, certes, mais à l'échelle du pays, l'opération est globalement neutre sur le plan économique. Ces sommes profitent soit immédiatement (remboursements de soins, aides au logement, subventions aux entreprises, bouclier énergie...), soit plus tard, sous forme de retraite, d'indemnités chômage ou d'allocations d'invalidité.

En résumé, si nous payons beaucoup d'impôts et que nous recevons de moins en moins de services publics, c'est avant tout parce que l'argent collecté est parti en priorité vers les retraites et la santé, dont les besoins ont explosé alors que l'espérance de vie progressait de 15 ans depuis 1950, plutôt que vers les autres missions de l'État. Il a été décidé de limiter les hausses d'impôts et de les utiliser pour payer plus de pensions et de soins, plutôt que de recruter davantage de professeurs ou d'infirmières. **La détérioration actuelle des services publics vient d'un manque chronique d'argent, issu de décisions d'arbitrages politiques, et non pas d'un problème de gabegie ou d'inefficacité de la fonction publique.**



Poursuivons l'analyse au niveau des différentes administrations, en commençant par celle de la Sécurité sociale, dont les finances sont souvent présentées comme étant gérées à la légère. Au contraire, la gestion paritaire de la Sécurité sociale (assurée par les syndicats et non par l'État) a longtemps très bien maîtrisé les comptes sociaux. Ainsi, le fameux « trou de la Sécu » dont on nous rebat régulièrement les oreilles n'a jamais été qu'un petit déficit au regard des montants en

jeu, bien loin des gouffres qu'on imagine. Il apparaît même presque dérisoire en comparaison des énormes déficits chroniques de l'État géré par nos chers politiciens. Pourtant, **régulièrement, les gouvernements néolibéraux successifs et les médias dominants brandissent ce modeste déficit comme un épouvantail bien utile, qui leur permet de justifier des politiques antisociales (baisses de prestations, recul de l'âge de la retraite...), sans jamais rappeler qu'il suffirait d'augmenter légèrement les cotisations pour le résorber.**